



LES TRAVAILLEUSES DU SEXE TRANSFORMENT LE POUVOIR ÉCONOMIQUE POUR FAIRE AVANCER LES DROITS DES FEMMES ET LA JUSTICE :

BILAN DES SUBVENTIONS DE
DÉMARRAGE POUR L'INNOVATION
DU FORUM INTERNATIONAL D'AWID

Les travailleuses du sexe transforment le pouvoir économique pour faire avancer les droits des femmes et la justice : Bilan des subventions de démarrage pour l'innovation du Forum international d'AWID

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation associative internationale, féministe, qui consacre ses efforts à l'égalité entre les hommes et les femmes, au développement durable et aux droits humains des femmes. L'AWID a pour mission d'amplifier la voix, de renforcer l'impact et l'influence des organisations, des mouvements et des défenseur-e-s des droits des femmes sur la scène internationale, en vue de promouvoir efficacement les droits de la femme.

Pour plus d'information sur l'AWID : <http://www.awid.org/fre/>

Auteures : AWID

Collaborations : SZEXE, RedUp, Debolina Dutta en collaboration avec DWSC, VAMP et AMA.

Traduction en français : Word Artisans

Graphisme et mise en page : Storm. Diseño + Comunicación

Remerciements : AWID est reconnaissante de l'appui des Fondations Open Society dans le cadre de son Sexual Health and Rights Project (SHARP, projet sur la santé et les droits sexuels). Le financement par OSF-SHARP des quatre subventions de démarrage (et de cette publication) s'inscrit en continuité avec l'aide fournie par l'organisation pour encourager la participation significative des travailleuses du sexe activistes, autant à l'étape préparatoire du Forum d'AWID que pendant l'événement comme tel.

Tous nos remerciements vont également aux organisations et personnes qui ont dirigé ces subventions de démarrage – SZEXE, RedUp, Debolina Dutta en collaboration avec DWSC, VAMP et AMA. Merci de vos propositions créatives et réfléchies, ainsi que de nous avoir fait part de vos expériences et de vos apprentissages.



L'Association pour les droits de la femme et le développement (aWid) Cette publication peut être redistribuée à des fins non commerciales dans tout média, sous forme inchangée et intégrale, avec mention de l'AWID et des auteurs.



www.creativecommons.org

© 2015 Publiée par l'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) à Toronto, à Mexico City et au Cap.

Adresse : 215, avenue Spadina, bureau 150, Toronto (Ontario)
M5T 2C7 Canada

Courriel : contact@awid.org

tél. : +1 416.594.3773

télec. : +1 416.594.0330



Introduction	2
Les travailleuses du sexe au Forum d'AWID de 2012	2
Comment les travailleuses du sexe à la tête de ces projets transforment le pouvoir économique	4
Résumé de quatre initiatives rendues possibles grâce aux Subventions de démarrage	7
1. Les droits des travailleuses du sexe sont des droits humains (Hongrie)	7
<i>Résultats</i>	8
<i>Bilan</i>	9
2. Ateliers de récits de vie (É.-U. A.)	10
<i>Résultats</i>	11
<i>Bilan</i>	12
3. Sexe, divertissement et argent (Inde)	13
<i>Résultats</i>	13
<i>Bilan</i>	14
4. Faire des économies en ouvrant un compte en banque (Myanmar)	15
<i>Résultats</i>	16
<i>Bilan</i>	17
À propos des bénéficiaires	18



INTRODUCTION

Ce rapport présente des faits saillants et des réflexions approfondies des quatre bénéficiaires des « subventions de démarrage pour l'innovation » d'AWID, dont les projets visaient à faire avancer les droits des travailleuses du sexe. Ces projets marquent la culmination d'un processus de tissage de liens et de collaboration entre AWID et de multiples groupes et coalitions de travailleuses du sexe à l'occasion de l'édition 2012 du Forum international sur les droits des femmes et le développement.

Ayant pour thème Transformer le pouvoir économique pour faire avancer les droits des femmes et la justice, le Forum de 2012 cherchait à : aider les participantes à acquérir une meilleure compréhension des enjeux économiques ; redynamiser les participantes, notamment relativement à la participation aux débats économiques ; favoriser les liens entre les défenseur-e-s et les mouvements de droits des femmes ainsi que leurs alliées ; et participer à l'élaboration de propositions tournées vers l'avenir pour la transformation du pouvoir économique. En lien à ce dernier objectif, AWID a mobilisé des ressources aux fins de « Subventions de démarrage pour l'innovation » destinées à aider les participantes à traduire certains des idées, solutions et liens créatifs produits pendant le Forum en réalité. AWID a donc été en mesure d'octroyer un total de vingt-quatre subventions de démarrage de 5 000 \$ US chacune à la suite du Forum de 2012.



LES TRAVAILLEUSES DU SEXE AU FORUM D'AWID DE 2012

Étant donné le thème Transformer le pouvoir économique pour faire avancer les droits des femmes et la justice, AWID était particulièrement attaché à une participation forte et significative des travailleuses du sexe à cette édition du Forum. Les crises financières et économiques que connaissent maintes régions du monde ainsi que les effets des politiques d'ajustement structurel ont eu des conséquences négatives sur les femmes, y compris l'augmentation des inégalités, du chômage et de la migration. Les femmes doivent par ailleurs composer avec le constant amenuisement des possibilités d'accès aux ressources économiques. Les travailleuses du sexe, en particulier, sont confrontées quotidiennement à la stigmatisation, à la criminalisation et à l'exclusion. Grand nombre d'entre elles connaissent mal les cadres de droits humains ou ne se voient pas clairement comme des sujets de droits. Parallèlement, le mouvement des travailleuses-eurs du sexe a mené des efforts d'organisation extrêmement puissants et prometteurs ces dernières années afin de faire reconnaître leurs droits. Il était donc important pour AWID de mettre ces expériences à l'avant-plan du Forum. Étant donné que certains espaces de droits des femmes ont, par le passé, exclu les travailleuses du sexe ou marginalisé leurs voix, nous étions attachées à ce que le Forum reconnaisse l'importance et assure la

visibilité des voix, des propositions et des réalités des travailleuses du sexe. Il s'agissait aussi de confronter directement certaines des divisions au sein de notre mouvement qui avaient pour effet de bloquer les liens de solidarité et la collaboration.

À cette fin, il était pour nous crucial de faire plus que de simplement appuyer la présence des travailleuses du sexe au Forum de 2012. En effet, il fallait aussi favoriser la participation active des organisations et des réseaux de travailleuses-eurs du sexe, et ce, autant à l'étape de préparation qu'au cours du Forum comme tel. Nous voulions intégrer les droits des travailleuses du sexe au cadre élargi de la transformation du pouvoir économique et de la justice. Pour ce faire, AWID s'est lancée dans un grand processus de préparation en collaboration avec le Réseau mondial des projets sur les travailleuses du sexe (NSWP depuis ses sigles anglais) et Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW, le réseau des travailleuses-eurs du sexe de l'Asie-Pacifique). Nous avons ainsi :

- Choisi 23 travailleuses du sexe de 15 pays qui allaient recevoir un appui du Fonds d'accès d'AWID pour le défraiement des coûts de participation au Forum.
- Tenu compte du confort et de la sécurité des travailleuses du sexe participantes, p. ex., sélection attentive des compagnes de chambre des bénéficiaires du Fonds d'accès résidant dans des chambres pour deux personnes, dispositions préalables avec les hôtels pour éviter tout harcèlement (mais des problèmes sont survenus malgré tout).
- Appuyé l'élaboration d'un document d'information par le Center for Advocacy on Stigma and Marginalisation (CASAM, le centre pour les plaidoyers contre la stigmatisation et la marginalisation). Le document a traité de chacun des sous-thèmes du Forum et a discuté de leur pertinence aux yeux des travailleuses du sexe.
- APNSW et NSWP ont coorganisé une réunion d'une journée préalable à l'événement avec les 40 travailleuses du sexe de différentes régions dans l'objectif d'aider ces dernières à s'orienter sur les lieux du Forum et afin de discuter des grands

thèmes du Forum. La stratégie élaborée au cours de la réunion préparatoire comprenait la tenue de réunions récapitulatives à la fin de chaque journée, mais aussi une stratégie de solidarité au cours de l'allocution plénière de Kaythi Win, afin de l'appuyer dans ses efforts de sensibilisation aux enjeux des travailleuses-eurs du sexe.

- Donné une visibilité aux efforts d'organisation des travailleuses du sexe par l'entremise d'un « Coin des travailleuses du sexe » constitué d'une exposition multimédia, de vidéos de plaidoyer et d'œuvres d'art employés dans différentes campagnes de plaidoyer en faveur des droits des travailleuses sexuelles. La couverture du Forum par les médias traditionnels et non traditionnels ainsi que par les blogues a indiqué que l'événement a effectivement réussi à augmenter la visibilité et la compréhension des droits des travailleuses du sexe relativement au pouvoir économique.
- Veillé à l'inclusion des travailleuses du sexe au programme du Forum, notamment par l'entremise de quatre séances parallèles organisées par elles ou mettant en vedette des présentations par elles. Qui plus est, Kaythi Win, présidente du Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW), Myanmar, a pris la parole à la séance plénière du Forum au troisième jour et récolté l'ovation du public en déclarant que « le travail du sexe est un travail ».

Ces activités ont permis aux participantes au Forum de forger des liens entre elles-eux et d'acquérir des connaissances pour mieux pouvoir travailler ensemble en vue de faire avancer les droits des travailleuses du sexe. Dans les mots d'APNSW et de NSWP, « le Forum a ouvert un espace pour intégrer le travail du sexe à certains enjeux complexes et nous nous sommes senties à l'aise ». Les évaluations du Forum ont révélé que 80 % des travailleuses du sexe ont senti une grande solidarité par rapport à leurs enjeux et leurs causes. Une travailleuse du sexe activiste a affirmé que « les enjeux des travailleuses du sexe ont été pour la première fois mis à l'avant-plan du Forum et ont reçu beaucoup d'attention autant avant qu'après l'événement... Cela

m'aidera dans mon travail d'activisme. » Bon nombre de participantes ont affirmé qu'ils-elles avaient trouvé la participation des travailleuses du sexe au Forum enrichissante, tandis que d'autres avaient plus de mal à accepter le travail du sexe comme un travail. Malgré tout, les membres ont élu l'activiste de travail du sexe (et la conférencière plénière) Kaythi Win au conseil d'administration international d'AWID en 2012. Des représentantes du Aids Myanmar Association National Network of Sex Worker Projects (AMA) (l'association réseau national des projets des travailleuses-eurs de sexe du Myanmar) ont dit que l'élection de Win « représentait un moment charnière dans la relation entre les travailleuses du sexe et le mouvement féministe élargi ».

Après le Forum, AWID a lancé le processus de sélection des Subventions de démarrage pour l'innovation. Étant donné que les organisations de droits des femmes ont toujours beaucoup de difficultés à financer leur travail¹, nous estimons que ces subventions de démarrage sont d'autant plus importantes dans le cas de groupes qui ont historiquement été discriminés ou exclus, telles les travailleuses-eurs du sexe. Leur donner accès à un financement permet de concrétiser leurs idées. Comme le montrent les projets présentés ici ainsi que les 19 autres bénéficiaires du projet, la plus petite subvention de démarrage est importante en ce qu'elle peut financer de plus amples ressources qui pourront provoquer des changements majeurs. Cette expérience illustre l'importance de veiller au bon financement des organisations de droits des femmes à tous les échelons, notamment les travailleuses du sexe et autres groupes communément exclus, de façon à accomplir de vrais progrès relativement aux droits et au renforcement du pouvoir des femmes.

Une importante controverse demeure entre divers acteurs et actrices des mouvements féministes et des droits humains des femmes sur la légitimité des femmes qui s'engagent dans le travail du sexe, parce que cet engagement est vu comme la culmination de l'exploitation patriarcale et capitaliste. AWID a

toujours et continuera à soutenir les efforts pour mettre fin à l'exploitation sexuelle et à la violence contre les femmes, et notamment la traite. Nous croyons également qu'il est essentiel de reconnaître les droits humains des travailleuses du sexe et de manifester notre solidarité avec elles dans leurs luttes et processus organisationnels. AWID considère que les travailleuses du sexe sont les actrices clés dans les efforts pour éliminer toutes formes de violences, dont la traite et l'exploitation sexuelle.

Le fait de nouer le dialogue et de collaborer avec les différents groupes et coalitions de travailleuses-eurs du sexe dans le cadre du Forum de 2012 a été pour AWID une expérience extrêmement enrichissante et formatrice. Nous souhaitons en outre mettre cette expérience au profit du Forum de 2016.

COMMENT LES TRAVAILLEUSES DU SEXE À LA TÊTE DE CES PROJETS TRANSFORMENT LE POUVOIR ÉCONOMIQUE



Nous présentons ici les histoires des subventions de démarrage de : Association of Hungarian Sex Workers (SZEXE, l'association hongroise des travailleuses-eurs du sexe), Projet parapluie rouge (RedUP), Debolina Dutta en collaboration avec les collectifs de travailleuses-eurs du sexe DMSC et VAMP, puis du Aids Myanmar Association National Network of Sex Worker Projects (AMA) (l'association réseau national des projets des travailleuses-eurs de sexe du Myanmar). Les quatre projets enrichissent notre compréhension de la transformation du pouvoir économique par les travailleuses du sexe pour faire avancer les droits des femmes et la justice. Ils s'avéreront aussi fort utiles aux bailleurs de fonds désireux d'appuyer les efforts d'organisation en faveur des travailleuses du sexe. Enfin, ils renferment les leçons apprises dans l'établissement de liens et la collaboration entre les travailleuses du sexe ainsi que les autres féministes et activistes des droits des femmes.

¹ Voir le rapport [Arroser les feuilles et affamer les racines](#) récemment publié par AWID.

- Tous les travaux présentés ici ont été **soit directement menés par les travailleuses du sexe, soit produits en étroite collaboration avec ces dernières, qui ont défini la cible et les priorités du travail.** « Rien pour nous, sans nous » a été la devise qui a guidé nos démarches. La pertinence de cette approche sera abondamment illustrée ici. Les organisateurs-trices et les participantes ont donc pu adapter les projets au besoin de façon à répondre aux réalités contextuelles, aux obstacles rencontrés en cours de route ainsi qu'aux besoins et priorités changeantes. RedUP a réalisé par la rétroaction des participantes que les ateliers d'écriture n'ont pas été aussi autonomisants qu'elle n'avait espéré étant donné les contraintes d'alphabétisme. RedUP a donc adapté sa méthodologie en conséquence. Elle a par ailleurs ciblé le besoin de réduire les obstacles à la participation en offrant des séances ouvertes et informelles pour les travailleuses du sexe qui ne pouvaient pas s'engager à participer à un processus plus intensif. Les travailleuses du sexe avec qui Debolina Dutta collaborait se sont pour leur part montrées réticentes à être filmées, ce qui l'a poussé à se tourner vers l'illustration textuelle. SZEXE a pour sa part constaté une grande variation dans les niveaux d'aisance à parler devant un groupe, ce qui l'a poussé à adapter sa méthodologie de façon, par exemple, à donner des formations médiatiques individuelles aux personnes intéressées. **Donner les rênes des projets aux « bénéficiaires » assure une souplesse qui permet d'effectuer les ajustements nécessaires pour faire avancer la cause.**
- Ces projets renferment de surcroît une leçon importante que nous connaissons depuis des décennies d'efforts d'organisation pour les droits des femmes : **le changement des lois est crucial, mais insuffisant en soi.** SZEXE et AMA avaient toutes deux d'importants objectifs en matière de politiques qui ont été partiellement atteints, comme de faire en sorte que l'on ne considère plus au Myanmar l'usage du préservatif comme une preuve de travail sexuel. Cependant, en plus du contenu des lois et des politiques, on s'attachait également à **changer les institutions intermédiaires entre, d'une part, les travailleuses du sexe et, d'autre part, leurs droits et leur possibilité de pleinement en profiter.** Par exemple, AMA a travaillé avec les banques et les employées des banques pour veiller à ce que celles-ci et ceux-ci s'occupent convenablement des travailleuses du sexe souhaitant ouvrir des comptes de banque. Les deux organisations ont également poussé les travailleuses du sexe à saisir leur pouvoir politique en leur fournissant des renseignements sur les donateurs-trices ainsi que sur les politiques et les pratiques gouvernementales qui auraient une incidence sur elles. SZEXE a cherché à améliorer l'accès des travailleuses du sexe à l'aide juridique et sociale en accroissant sa présence en ligne. Cela dit, la troisième dimension du changement social (et probablement la plus importante) a eu lieu sur le plan culturel : **il s'agit autant de la perception des travailleuses du sexe d'elles-mêmes que de la perception du public de ces dernières.** RedUP, pour sa part, nous offre un compte-rendu des plus intéressants de sa collaboration avec les travailleuses du sexe dans le cadre d'ateliers de récits de vie qui ont permis de « nommer » et de valider l'expérience des travailleuses du sexe. RedUP a investi dans un processus de transformation personnel par le biais du récit de vie dans une perspective plus large de mobilisation des travailleuses du sexe pour la transformation sociale. En contrepartie, l'intérêt qu'a suscité le projet RedUP constitue une importante étape dans le changement des attitudes du public par rapport au travail sexuel et aux travailleuses du sexe. Autant SZEXE que AMA parlent de l'importance pour les travailleuses du sexe de se voir elles-mêmes comme des sujets de droits. Si SZEXE cherche à atteindre cet objectif en enseignant le cadre des droits humains, AMA pour sa part aide les travailleuses du sexe à réclamer leurs droits fondamentaux d'ouvrir un compte bancaire et d'obtenir une carte d'identité nationale.
- Les projets de RedUP et de Debolina Dutta mettaient tous deux l'accent sur **le potentiel**

transformateur du récit de vie, ce qui valorisait et validait l'expérience de la narratrice, en plus de l'encourager à se considérer comme un sujet actif plutôt qu'une personne qui subit passivement les événements. Selon RedUP, cette expérience a « confirmé que le récit de vie est **un élément clé de la résilience et de la résistance** ». En même temps, un des grands apprentissages de RedUP a été la réalité de l'écart entre la transformation personnelle **ainsi que l'action et la transformation sociale**. Trop souvent, on donne au changement social de très courtes échéances (notamment en ce qui concerne l'attribution des ressources), en octroyant souvent un cycle de financement d'un an seulement. Nous devons prendre cette réalisation à cœur et nous souvenir de l'incroyable valeur du changement personnel, un processus très lent. Nous devons de même nous rappeler que le chemin vers l'action sociale n'est pas linéaire : la route comportera ses difficultés et ses échecs.

- Tous les projets témoignaient de **la transformation des pouvoirs économiques par l'action collective** et les relations, soit le pouvoir qui découle du fait d'unir nos efforts, de **briser l'isolement** et d'amplifier les voix des travailleuses du sexe et de leurs organisations. Au cœur du projet de Debolina Dutta, on retrouve une puissante leçon selon laquelle « l'établissement et le renforcement de communautés » est un travail nécessaire et une dimension cruciale de la transformation du pouvoir économique. En ce qui concerne les travailleuses du sexe ayant participé à la formation de SZEXE, il s'agissait d'une rare occasion pour elles de se rassembler de manière non virtuelle et de chercher collectivement des solutions à leurs problèmes. De nombreuses participantes au projet de AMA ont été motivées à se porter bénévoles pour l'organisation de façon à continuer le processus de renforcement de la communauté et des plaidoyers. Les participantes au projet de RedUP, pour leur part, ont manifestement trouvé une utilité à nouer des liens entre elles et à bâtir petit à petit leur confiance grâce à l'échange de leurs récits de vie.

- L'accès aux ressources et le renforcement du **pouvoir économique** ont été un élément important du projet de AMA, qui s'attachait à accroître le pouvoir économique des travailleuses du sexe en les aidant à **ouvrir un compte en banque** où investir leurs économies. L'idée est qu'elles pourront ainsi utiliser ces fonds en temps de crise et ainsi éviter les comportements risqués quand elles auront besoin d'argent en cas d'urgence.
- Trois des groupes ont utilisé la petite subvention de démarrage de 5 000 \$ US de façon à **mobiliser des ressources additionnelles**. Pour AMA, le simple fait de recevoir la subvention de démarrage a été en soi transformateur en ce sens qu'il s'agissait de son premier financement externe. L'organisation a subséquemment obtenu des engagements d'autres bailleurs de fonds. RedUP décrit pour sa part le fait d'employer la subvention de démarrage pour consolider sa méthodologie, dans un objectif ultérieur de l'employer pour des projets de plus grande envergure. À l'instar de RedUP, SZEXE s'est appuyée sur cette expérience pour planifier les nouvelles étapes de son travail et obtenir un financement additionnel. En ce sens, les subventions de démarrage les plus limitées peuvent contribuer à augmenter l'accès aux ressources.

Faisant fond sur leur expérience du Forum d'AWID en 2012, ces groupes ont trouvé des façons créatives de faire avancer les droits des travailleuses du sexe et de transformer le pouvoir économique. Nous espérons que leurs histoires et leurs apprentissages seront utiles à d'autres activistes et bailleurs de fonds désireux-euses d'appuyer les efforts d'organisation en faveur des travailleuses du sexe. Par le fait même, nous espérons que d'autres organisations féministes et de droits des femmes pourront profiter de l'expérience et des apprentissages d'AWID de façon à renforcer l'inclusion et la participation des activistes du travail du sexe. Nous nous engageons à continuer d'améliorer nos propres pratiques à cet égard, à augmenter la visibilité des travailleuses du sexe partout dans le monde et à renforcer nos liens de solidarité avec ce groupe.



RÉSUMÉ DE QUATRE INITIATIVES RENDUES POSSIBLES GRÂCE AUX SUBVENTIONS DE DÉMARRAGE



1. Les droits des travailleuses du sexe sont des droits humains (Hongrie)²

SZEXE voulait mobiliser et offrir une formation aux travailleuses du sexe hongroises afin de renforcer leur voix, d'exiger le changement ainsi que d'augmenter la sécurité et le bien-être des travailleuses du sexe.

² Ce résumé est une adaptation du rapport final de Association of Hungarian Sex Workers (SZEXE).

SZEXE s'est d'abord attachée au recrutement et à l'augmentation de la sensibilisation des travailleuses du sexe. L'association a contacté 40 travailleuses du sexe en prenant directement contact avec elles dans la rue et dans des lieux intérieurs, ainsi qu'en s'adressant à celles qui utilisaient déjà les services d'aide juridique de SZEXE.

Trois séances de formation d'une journée ont été organisées avec 10 travailleuses du sexe et menées par une personne qui connaissait la région ainsi que les capacités des activistes locales. Les participantes aux séances étaient des travailleuses ou d'ex-travailleuses du sexe et comptaient parmi elles des membres des communautés LGBTQI et Roms. La formation portait entre autres sur :

1. Le contexte des droits humains relatifs au travail du sexe en Hongrie ;

2. Les outils et les ressources pour permettre aux travailleuses du sexe de comprendre et de défendre leurs droits humains (notamment les structures et les mécanismes du système international des droits humains, avec un accent sur la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies (CEDAW)** et le **rapport parallèle déposé en 2013 par SZEXE à la 54^e session de la CEDAW**) ;
3. Les effets et les stratégies de mobilisation contre le **rapport Honeyball**, qui appuie la criminalisation des clients comme solution politique au travail du sexe ;
4. Des stratégies pour permettre à la communauté des travailleuses du sexe de surveiller les crimes haineux envers les travailleuses du sexe.

Qui plus est, **SZEXE a distribué trois bulletins *Heterae***, lesquels offraient des renseignements pertinents sur les droits humains à environ 4 000 travailleuses du sexe.

- http://szexmunka.hu/wordpress/wp-content/uploads/2013/08/Heterak2013aug_sept.pdf
- <http://szexmunka.hu/wordpress/wp-content/uploads/2013/10/Heterak2013Okt-Nov.pdf>
- <http://szexmunka.hu/wordpress/wp-content/uploads/2013/11/Heterak2013dec-janJav.pdf>

Résultats

En dépit des conflits horaires qui ont empêché la présence régulière des participantes (il a fallu que les participantes se présentent à plusieurs reprises et que l'on passe plusieurs fois en revue la matière déjà couverte), les 10 travailleuses du sexe participantes ont pu recevoir une formation qui a eu trois grands résultats :

- **La résolution de problèmes pour les travailleuses du sexe participantes** : Les participantes ont pu se prévaloir des leçons retenues au cours de la formation pour réfléchir ensemble à des recours possibles aux problèmes et aux violations des droits qu'elles subissent. On cite par exemple

le mauvais traitement par les proxénètes, le chantage, le vol ou la violence physique par les clients, entre autres.

- **Préparer les participantes à transmettre leur savoir à leurs pairs** : Les participantes ont déjà commencé à avoir un rôle « multiplicateur », nouant le contact avec d'autres collègues travailleuses du sexe et transmettant des renseignements juridiques de base ainsi que leurs apprentissages.
- **Enseigner aux participantes à parler aux médias** : L'amélioration des connaissances des participantes par rapport à la terminologie des droits humains et l'application de cette terminologie au travail du sexe aidera les participantes à prendre parole dans les médias. On a fourni une formation individuelle en compétences médiatiques aux participantes qui ont manifesté un intérêt à communiquer leur expérience publiquement. Cet aspect du projet a été particulièrement important, car de nombreuses travailleuses du sexe sont craintives ou hésitantes à parler publiquement de leur travail, en dépit de l'efficacité de cette stratégie dans le combat de la stigmatisation et de la discrimination à leur égard.

SZEXE a estimé les séances de formation si fructueuses qu'elle prévoit continuer d'organiser de pareilles séances. Selon l'association, les participantes ont apprécié la dimension de droits humains de la formation. Nombre d'entre elles n'avaient jamais auparavant examiné le travail du sexe d'une perspective de droits du travail et de droits des femmes.

Qui plus est, à la lumière de la rétroaction des participantes, SZEXE a pris des mesures pour **rehausser sa présence dans les forums en ligne populaires des travailleuses du sexe** afin de leur fournir une aide sociale et juridique. SZEXE a de cette façon pu accroître sa sphère d'influence.

Les participantes ont en outre eu l'idée de faire appel au programme de subvention de la Norvège en Hongrie et **ont reçu une subvention** de 10 000 euros pour le développement d'un projet d'autonomisation. Le projet prévoyait le montage et l'exposition d'une

série de portraits photo ainsi que l'organisation d'une conférence menée par les travailleuses du sexe. Ces portraits sont présentés dans le cadre d'une exposition [en ligne](#).

- a. Il est crucial de faire des liens avec les enjeux des travailleuses du sexe pour veiller à l'inclusivité du

mouvement des femmes. Afin de dénoncer le mauvais traitement que subissent les travailleuses du sexe par maints acteurs étatiques et non étatiques, on attire l'attention sur l'importance de donner les rênes des initiatives aux travailleuses elles-mêmes. Elles soulignent aussi le besoin de montrer les différentes facettes du travail sexuel.

BILAN

1. En plus des thèmes importants traités, une dimension fondamentale de la formation a également été l'occasion pour les travailleuses du sexe de réseauter, étant donné qu'elles travaillent souvent de manière isolée avec peu d'interaction outre une interaction en ligne.
2. Le projet mettait en relief l'importance de donner les rênes des initiatives aux travailleuses du sexe ainsi que de montrer les différentes facettes de leur vie pour attirer l'attention sur les mauvais traitements qu'elles subissent par maints acteurs étatiques et non étatiques.
3. Il est crucial d'établir des connexions avec les enjeux des travailleuses du sexe pour veiller au caractère inclusif du mouvement des femmes.



2. Ateliers de récits de vie (É.-U. A.)³

Le Projet parapluie rouge (RedUP) a sollicité une subvention pour la création d'un programme permettant de faire entendre les voix et de respecter les expériences des gens des métiers du sexe à New York. Par le biais d'un projet culturel, les participantes ont pu **exprimer**

leur créativité, documenter leur expérience, discuter de l'égalité économique et provoquer la transformation sociale.

L'idée initiale d'offrir **des ateliers de récits de vie** et d'employer l'écriture comme moyen d'expression principal a évolué par l'entremise des commentaires des participantes. À l'écriture, on a également ajouté des ateliers théâtraux ou de contes autobiographiques, toujours dans l'objectif de renforcer le pouvoir des travailleuses de l'industrie du sexe de façon à leur permettre de rompre le silence, et ce, autant dans

³ Ce résumé est une adaptation du rapport final de RedUP.

les espaces officiels que non officiels. Les travailleuses ont ainsi pu combattre la stigmatisation et la discrimination à leur encontre, phénomènes qui bloquent leur accès aux droits et à la justice.

RedUP a organisé quatre séries d'ateliers de récits de vie, en plus de nombreux ateliers non structurés et d'une pièce de théâtre. Au total, 58 séances ont eu lieu et ont engagé la participation de 84 travailleuses et ex-travailleuses du sexe qui avaient une diversité d'expérience et qui n'auraient autrement pas fait la connaissance les unes des autres dans le contexte de leur travail. Les séances des ateliers amélioraient progressivement les compétences d'observation et de narration autobiographique des participantes, en plus d'enseigner la pratique d'écriture prolifique. Les auteures qui ont participé à la session, mais aussi celles qui l'ont manqué, ont demandé à ce que des séances non structurées soient créées pour leur permettre de continuer d'écrire et pour compenser l'interruption temporaire du programme pendant les quelques mois avant la prochaine session. Les séances non structurées permettaient en outre aux personnes qui n'étaient pas en mesure de s'engager à long terme de s'exprimer, de se divertir et de renforcer leur appartenance à leur communauté. Elles étaient aussi souvent un lieu de premier contact des nouveaux membres avec l'organisation. Les séances intensives, pour leur part, étaient orientées vers la production d'un grand projet créatif, comme un spectacle ou une publication.

Bien que les ateliers eussent été conçus au départ pour un groupe mixte, les femmes trans ont sollicité et ont obtenu de RedUP un atelier leur étant consacré. On a donc fini par leur désigner l'atelier d'improvisation théâtrale, tandis que les ateliers d'écriture autobiographique étaient offerts à quiconque ayant une expérience de travail sexuel.

À la conclusion de l'atelier d'impro, les participantes – pour la plupart des femmes trans de couleur, touchées par le VIH et dont la situation de logement était instable – ont dit vouloir travailler à l'établissement d'une troupe en vue de représentations publiques. Puisque cela allait exiger un plus grand financement que celui offert par AWID, RedUP a sollicité et obtenu une subvention de 10 000 \$ US de la Sparkplug

Foundation pour donner une plus grande envergure à son travail. Toutes les personnes ayant auditionné sont devenues membres de la troupe et se sont engagées à se réunir deux fois par semaine pendant six semaines pour concevoir le spectacle et répéter. RedUP a par ailleurs eu recours à la méthode théâtrale du *devising*, voulant que les premières semaines de préparations soient passées à faire de l'improvisation et que le groupe choisisse ensuite les meilleures scènes pour monter le spectacle. Il s'agit donc d'**un procédé collaboratif de création théâtrale**, procédé opposé à celui où les acteurs et actrices prononcent des répliques écrites par quelqu'un d'autre.

Résultats

Toutes ces activités ont donné aux participantes l'occasion de renforcer leur pouvoir en usant de leur créativité pour transformer leurs expériences en produits concrets. La souplesse des subventions a par ailleurs permis aux travailleuses du sexe de donner le ton aux activités, ce qui a donné naissance à de multiples expressions créatives destinées à être présentées publiquement. Certains des moments les plus forts ont été **quand les participantes se sont montrées attentives à leur succès mutuel**, utilisant leurs compétences de communication et de leadership.

Au-delà des activités narratives, RedUP était également engagée dans des plaidoyers à l'échelle municipale et nationale pour bannir le fait d'utiliser le préserwatif en tant que preuve criminelle de la prostitution. Le travail autobiographique a pu informer et renforcer les plaidoyers, mais il s'agissait aussi d'un contrepoint, dans la mesure où : « *Le travail et la production autobiographique de nos propres publications ou représentations théâtrales ouvrent pour nous un espace d'autodétermination dans lequel nous pouvons contrôler nos histoires, contrairement à ce qu'il en est dans la sphère politique et dans les médias. Tous ces espaces sont nécessaires, mais **notre espace nous aide à développer notre résilience pour mieux pouvoir interagir avec les forces extérieures.*** »

En 2013, RedUP a produit deux séances de lecture publique, cinq petits **événements de conte** ainsi

qu'un gala. Le gala a engagé la participation de sept conteuses et a donné lieu à la présentation de la pièce de théâtre *In My Skin* (dans ma peau), écrite et présentée par la nouvelle troupe Trans Women's Theatre Ensemble (formée de neuf femmes trans). L'événement s'est tenu à Joe's Pub, une salle de spectacle historique pouvant accueillir 200 personnes.

En octobre, RedUP a lancé une campagne de financement **Kickstarter**, recueillant près de 25 000 \$ US (et surpassant largement son objectif de 15 000 \$ US) pour **la production d'un long-métrage documentaire** intitulé *The Red Umbrella Diaries* (les journaux intimes de Parapluie rouge) mettant en vedette sept de ses auteures. La campagne visait aussi à financer *In My Skin*, **un court-métrage sur la troupe de théâtre des femmes trans**. La première du film *In My Skin* a eu lieu au festival du film LGBT de Boston au début d'avril 2014.

Dans le cadre des ateliers d'écriture, les participantes travaillaient dans l'objectif de publier une histoire dans la **revue littéraire** de RedUP, *Prose & Lore: Memoir Stories About Sex Work* (prose et vécu : récits de vie sur le travail du sexe). Les numéros 2 et 3 comprenaient au total 47 histoires des participantes au programme de RedUP.

Les commentaires des participantes des ateliers confirment le potentiel transformateur du récit de vie :

« J'ai pendant des années souffert de la honte d'avoir été travailleuse du sexe. Prendre part à l'atelier de récit de vie de RedUP m'a aidée à finalement guérir après tant d'années de souffrance pour finalement accepter que je suis une bonne personne. Par l'entremise d'expériences partagées, j'ai réalisé que, si je pouvais respecter les autres, qui sont des êtres intelligents, gentils, aimables et complexes, alors je mérite moi-même d'être respectée... »

« Apprendre à se connaître les unes les autres, même si nous étions parfois en désaccord, était le meilleur aspect de la création théâtrale. Je me sentais comme si j'avais gagné huit sœurs et je me voyais moi, ainsi que les autres femmes trans, comme des sources de pouvoir et de savoir. Il était extraordinaire de voir ce dont nous étions capables ensemble. »

L'année 2013 marquait le premier financement partiel de RedUP. L'organisation a maintenant établi un modèle d'atelier pour le programme de récits de vie qui sera reproduit à l'avenir.

BILAN

1. Les récits de vie sont la clé de la résilience et de la résistance dans un monde où l'on raconte des histoires inexacts et salaces sur les travailleuses du sexe sans inclure leurs perspectives.
2. La question ouverte « comment pouvons-vous résoudre le problème ? » n'est pas la bonne approche à adopter. Les membres de la communauté du travail du sexe ne sont pas toujours certains des moyens possibles d'améliorer leurs situations relativement à l'injustice économique et à la discrimination subies. Il s'agit plutôt de se centrer sur le fait de favoriser le développement des compétences, l'analyse critique et la confiance nécessaires à un activisme efficace. Cela permettra ensuite de cibler les oppressions systémiques qui nuisent aux travailleuses du sexe.
3. Les programmes créatifs ou de récits de vie ne sont pas des programmes « de luxe », mais bien des composantes importantes d'une approche visant à prendre soin des personnes d'une perspective intégrale.

3. Sexe, divertissement et argent (Inde)⁴

Ce projet a été mené par Debolina Dutta, en étroite collaboration avec deux collectifs de travailleuses du sexe en Inde – DMSC et VAMP. Il avait pour objectif d'examiner « le divertissement dans le cadre des politiques de transformation économique » dans la vie des travailleuses du sexe de Sonagachi et de Sangli, en Inde, à la lumière de leurs combats collectifs pour garantir la dignité et les droits économiques. Les participantes ont été interviewées et **ont raconté leur histoire** dans l'objectif de découvrir l'important rôle que joue l'humour au quotidien chez les travailleuses du sexe. On cherchait aussi à découvrir comment l'humour contribue à rendre leur travail plus stimulant, plus stable financièrement et plus valorisant d'un point de vue personnel ainsi que comment il augmente la satisfaction des clients, qui seront alors plus enclins à revenir.

L'organisation a réalisé plusieurs entrevues de groupe avec les travailleuses du sexe et a choisi 24 personnes de façon à relier leur histoire à la transformation du pouvoir économique. Des 24 participantes, trois étaient des femmes trans. Les participantes appartenaient soit à DMSC (un collectif de travailleuses du sexe qui opère à partir de Kolkata, Bengale-Occidental), soit à VAMP (un collectif similaire de Sangli, Maharashtra). Elles reflétaient une diversité de caste et de religions.

Dutta emploie délibérément le terme « conversation » pour décrire le processus d'entrée en contact avec les travailleuses du sexe. Elle explique qu'une conversation vise à **rompre les relations de pouvoir traditionnelles intrinsèques au travail de recherche**. Elle a mené les conversations en tenant compte de sa position d'autorité en tant que chercheuse et a participé aux discussions en se centrant sur ce qu'elle pouvait apprendre des travailleuses du sexe même si elle ne pratique pas elle-même ce métier. Toutes les conversations à Sonagachi et Sangli ont été menées avec la

consultation de DMSC et de VAMP, respectivement. Les deux collectifs, ainsi que les travailleuses du sexe elles-mêmes, ont été consultés longuement à chaque étape du projet.

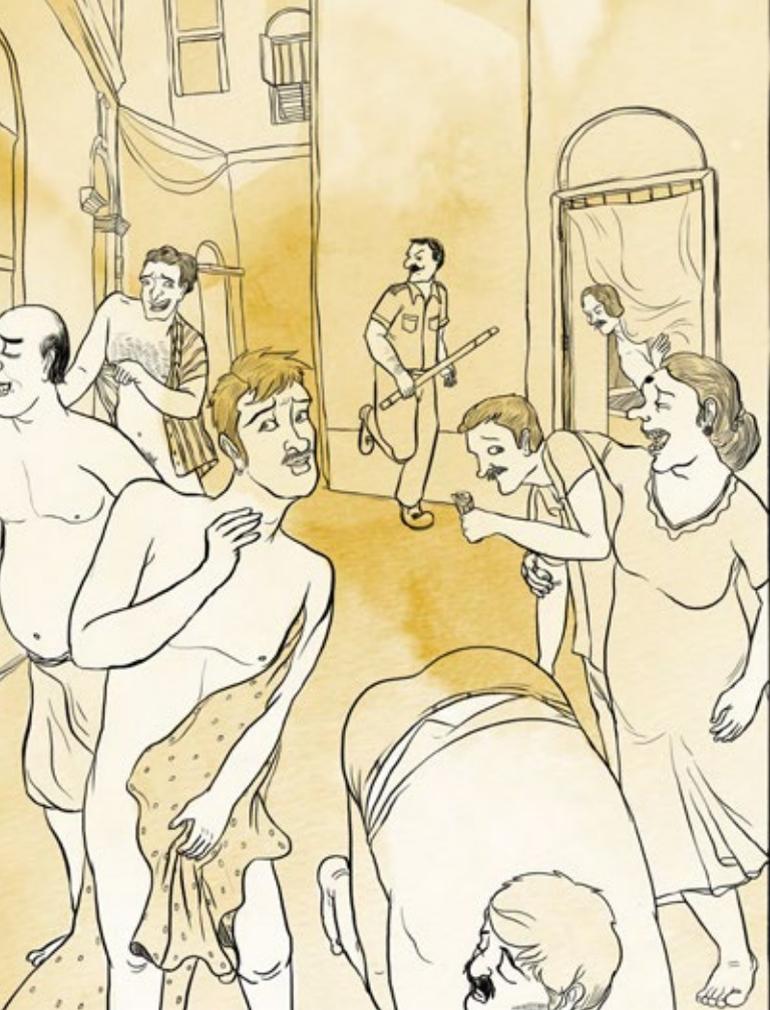
Résultats

Les commentaires des travailleuses du sexe participantes ont fait en sorte que l'idée originale d'archive vidéo se soit transformée en livre illustré. On compte publier le livre dans le cadre d'une série sur la sexualité d'une maison d'édition indépendante. Il contiendra 15 histoires illustrées se fondant sur les conversations de Dutta avec les travailleuses du sexe, ainsi qu'une double page centrale présentant l'histoire du mouvement des travailleuses du sexe et l'évolution de l'affirmation du droit au travail du sexe. Le livre présentera également des réflexions par Dutta sur les thèmes principaux, ainsi que des contributions de DMSC et VAMP qui relateront le chemin parcouru par leurs collectifs dans le contexte élargi du mouvement des travailleuses-eurs du sexe. On espère que la publication sera employée comme **un outil pour les plaidoyers et l'enseignement** par le mouvement des travailleuses-eurs du sexe et les autres activistes. Ce qui ressortait clairement des conversations était que le divertissement est intimement lié à l'amitié et au sentiment d'appartenance à une communauté. C'est en ces mots que Dutta explique ceci : « Les liens d'amitié avec les autres travailleuses du sexe donnaient aux femmes une communauté dans laquelle elles se sentaient en sécurité et où elles pouvaient se divertir... L'amour au cœur de cette communauté amicale reliait le divertissement à la sécurité économique. »

Voici un extrait de la publication, tiré de « The Underwear Story » :

Les descentes policières finissent généralement en débandade. Les clients doivent s'enfuir à toute allure pour ne pas se faire prendre. Dans cette ruée folle, ils enfilent parfois leurs vêtements, mais oublient leurs sous-vêtements. Je ne crois pas que les hommes soient particulièrement attachés à leurs sous-vêtements, car aucun de ceux-ci n'est revenu les chercher... Nous devons alors assumer la tâche de nous débarrasser de cette accumulation de sous-vêtements dépareillés, multicolores, de toutes formes et grandeurs !

⁴ Ce résumé est une adaptation du rapport final du projet de Debolina Dutta.



THE UNDERWEAR STORY

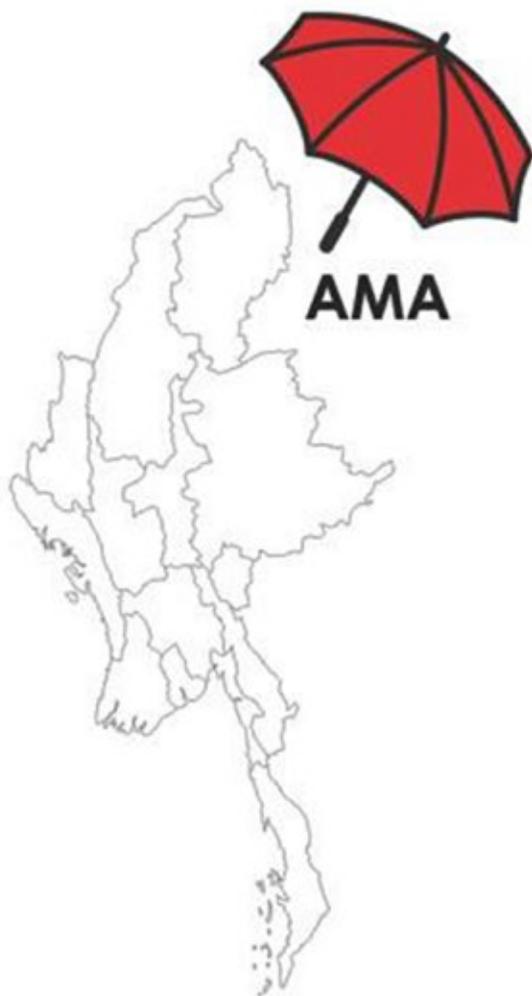
It is generally during police raids that things go helter skelter. Clients have to escape in a hurry so that they don't get caught. In that mad rush sometimes they put on their clothes, but leave their underwear behind! I don't think men are particularly attached to their underwear because none of these clients ever came back looking for them... and we have to take on the task of discarding all these accumulated, multicolored, many shaped, many sized pieces of clothing!

BILAN

1. Transformer le pouvoir économique ne s'agit pas seulement de lois et de politiques ; il s'agit tout autant de la collectivisation et du renforcement des communautés pour un travail très genré comme le travail du sexe.
2. Se pencher sur les moyens de résistance ordinaires et quotidiens peut mener à des apprentissages très forts relativement aux moyens qu'ont les femmes, individuellement et collectivement, de travailler pour garantir leurs propres droits. C'est en nous centrant sur le quotidien que nous pourrions établir un cadre de lois et de politiques qui prendra au sérieux ce que les femmes veulent.
3. L'injustice économique peut aussi faire l'objet d'une résistance si l'on porte attention aux dynamiques de pouvoir sous-jacentes à la production du savoir, où des « experts » étudient la vie de travailleuses du sexe subalternes. Nous devons favoriser l'élaboration de différentes formes de travail collaboratif permettant de partager les idées, les produits et les ressources avec les communautés étudiées.

4. Faire des économies en ouvrant un compte en banque (Myanmar) ⁵

Grâce à cette subvention de démarrage, **Aids Myanmar Association National Network of Sex Worker Projects (AMA)** espérait aider au moins 150 travailleuses du sexe du Myanmar à ouvrir un compte en banque. L'objectif était de favoriser l'épargne, et donc que ces femmes aient les moyens d'améliorer leur alimentation et de défendre leurs droits en cas d'arrestation. AMA croit que l'épargne renforcera le pouvoir des travailleuses du



⁵ Ce résumé est une adaptation du rapport final de AMA.

sexe, qui seront moins portées à adopter des comportements à risques ou à emprunter à un taux d'intérêt élevé en cas d'urgence.

AMA a travaillé pour rendre l'ouverture d'un compte en banque le plus facile possible pour les travailleuses du sexe. En plus de fournir des renseignements, l'organisation servait d'intermédiaire avec les gestionnaires et le personnel de la banque pour bâtir la confiance. AMA a de surcroît fourni une contribution de contrepartie équivalant à celle des travailleuses pour que ces dernières puissent effectuer un dépôt initial de 4000 MMK (environ 4 \$ US). Au Myanmar, les banques ne font que commencer à ouvrir après une longue période de gouvernance militaire et de sanctions internationales. Or, de nombreuses personnes sont méfiantes à l'égard des banques en raison de mauvaises expériences antérieures où les autorités ont saisi les fonds des comptes. Les travailleuses du sexe, comme le reste du peuple birman, se méfient des institutions, mais sont aussi généralement méprisées et exclues par ces institutions.

AMA a organisé cinq ateliers avec un total de 113 travailleuses du sexe (la plupart des femmes, mais aussi des personnes trans et des hommes⁶) qui avaient pour objectif d'enseigner comment ouvrir et gérer un compte en banque, et d'expliquer notamment certains processus bancaires comme le dépôt, le retrait, le paiement d'intérêts, la confidentialité et la budgétisation. L'atelier final comprenait aussi une **formation sur les lois nationales pertinentes et les efforts de plaidoyer**. Au-delà de l'aspect bancaire, les ateliers étaient par ailleurs axés sur des **principes de justice sociale** et les travailleuses du sexe ont pu reconnaître le caractère interrelié de ces enjeux. Aujourd'hui plus que jamais, **les travailleuses du sexe souhaitent prendre part au processus démocratique au Myanmar**. Elles se voient comme des membres importants de la société birmane en cette période de grands changements.

⁶ Nous parlerons donc dans cette section des *travailleuses* du sexe au féminin parce que le groupe était majoritairement composé de femmes, mais aussi pour alléger le texte.

Résultats

À la suite des ateliers, un total de **43 travailleuses du sexe ont ouvert un compte-épargne** et 12 ont reçu leur **carte d'identité nationale**. Les autres participantes n'ont pas été en mesure d'ouvrir un compte en banque parce qu'elles n'avaient pas de carte d'identité. Les cartes d'identité sont aussi importantes parce qu'elles permettent une liberté de mouvement entre les villes et peuvent ainsi aider les travailleuses à éviter le harcèlement policier.

Non seulement le projet a aidé les travailleuses à ouvrir un compte et à commencer à économiser, mais il a aussi contribué à « **briser le silence** ». Les travailleuses du sexe ont historiquement été marginalisées au Myanmar, mais le projet a ouvert la porte au renforcement de leur pouvoir économique et social. Au début du projet, aller à la banque était un nouveau concept pour les travailleuses. Or, il s'agit maintenant d'une des activités les plus populaires, selon AMA. Si ces subventions de démarrage sont maintenant terminées, l'impact se poursuit et les travailleuses du sexe continuent d'ouvrir des comptes en banque dans d'autres villes ainsi qu'à obtenir leur carte d'identité nationale. Nombre d'entre elles se procurent même un passeport pour visiter des pays avoisinants. Les ateliers ont donné aux participantes des renseignements essentiels à propos des comptes en banque, qui étaient auparavant perçus comme « hors de portée » des travailleuses du sexe en raison de leur position inférieure dans la société birmane. Comme l'a expliqué une participante :

« Nous estimons que les travailleuses du sexe gagnent beaucoup d'argent, mais ne savent pas comment épargner... AMA a mené des plaidoyers en faveur des travailleuses du sexe auprès du personnel et des gestionnaires des banques, qui ont pu à leur tour fournir les renseignements nécessaires aux travailleuses. Les travailleuses du sexe au Myanmar ne savaient pas avant comment économiser leur argent dans un compte bancaire. »

Cette subvention de démarrage a également aidé à mobiliser et à engager la participation des travailleuses du sexe relativement à différents programmes d'action

locaux et régionaux. Grâce à cette formation en plaidoyers et en compétence de leadership, les travailleuses du sexe participantes se sentent désormais mieux préparées à interagir avec différentes organisations gouvernementales et non gouvernementales, ainsi qu'avec les agences onusiennes, pour défendre leurs intérêts. AMA signale une forte demande de la part des gouvernements, des ONG, de l'ONU et de certains donateurs, qui cherchent maintenant à connaître la perspective des communautés de travailleuses du sexe quant à certaines décisions qui les toucheraient. « *L'approche "Rien pour nous sans nous" est maintenant devenue réalité au Myanmar.* »

Par exemple, des travailleuses du sexe de partout au Myanmar ont participé au « dialogue au niveau du pays » du nouveau modèle de financement du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. AMA a donc pu, dans ce contexte, élaborer une note conceptuelle documentant les besoins des travailleuses du sexe. AMA a également mené, au long de l'année, des activités de plaidoyers tout en force pour changer certaines politiques gouvernementales. Par exemple, l'usage du préservatif n'est plus considéré comme une preuve relative au travail du sexe. AMA déploie en outre d'importants efforts pour légaliser le travail du sexe au Myanmar. « *Grâce aux activités de plaidoyers et au renforcement du pouvoir social et économique des travailleuses du sexe, ces dernières sont maintenant plus ouvertes et l'on remarque une diminution de la stigmatisation et de la discrimination subies. De nombreuses travailleuses du sexe parlent maintenant ouvertement de leur profession dans leur famille et dans la société. Nous croyons fermement que le travail du sexe sera à l'avenir reconnu comme une profession respectable au pays.* »

Cette subvention de démarrage était la première en son genre au Myanmar, car aucune organisation de travailleuses du sexe au pays n'avait auparavant reçu de financement d'une organisation internationale. En effet, le gouvernement birman ne permettait pas auparavant les programmes menés par les travailleuses du sexe. Au fil de l'année, les tensions avec le gouvernement relativement aux activités menées par les travailleuses du sexe se sont estompées. Tant et si bien

qu'à la fin de l'année, inspirées de ces efforts, d'autres travailleuses du sexe ont commencé à former des organisations communautaires et à mener leurs propres programmes avec l'appui du gouvernement, de l'ONU et de certains donateurs. AMA estime que le gouvernement se fait de plus en plus tolérant et que, d'ici trois ans, la plupart des organisations communautaires de

travailleuses du sexe seront enregistrées. Asia Pacific Network of Sex Workers a documenté cette initiative à titre de pratique exemplaire. Cette subvention de démarrage a par ailleurs mené à de nouvelles possibilités pour AMA, lui permettant d'obtenir le financement d'autres bailleurs de fonds, notamment du FNUAP.

BILAN

1. Le pouvoir économique constitue une facette importante de la vie et l'auto-détermination est cruciale à l'autonomisation économique. L'épargne permet aux travailleuses du sexe d'éviter un comportement sexuel risqué en cas d'urgence et leur donne la confiance de négocier pour des relations sexuelles plus sûres.
2. L'éducation financière (comme la préparation d'un budget familial) a suscité beaucoup d'intérêt, même chez les travailleuses qui n'étaient pas en mesure d'ouvrir de compte bancaire. Elles pouvaient comprendre l'importance de la bonne planification, de mettre des fonds de côté en cas de maladie ou d'arrestation, ou encore d'amasser les fonds pour envoyer leur enfant à l'école.
3. Ce processus a encouragé certaines travailleuses du sexe à participer plus activement à leur communauté de façon à mieux la servir.
4. En dépit du succès de la collaboration avec les banques jusqu'à présent, AMA discute actuellement avec la communauté élargie des travailleuses du sexe de la possibilité de fonder une coopérative bancaire à l'intention des travailleuses du sexe, pour mieux pouvoir répondre à leurs besoins.

À propos des bénéficiaires

Association of Hungarian Sex Workers (SZEXE), l'association hongroise des travailleuses-eurs du sexe) s'attache à défendre les intérêts et à répondre aux besoins des travailleuses du sexe hongroises, autant au pays qu'à l'étranger, par les activités suivantes :

- Protéger les droits humains
- Faciliter l'accès à des services de santé, d'appui social et de traitements de désintoxication de grande qualité
- Mener des plaidoyers en faveur d'un contexte légal adéquat
- Aider les personnes qui souhaitent quitter la profession à passer le moins de temps possible dans le travail du sexe
- Sensibiliser les médias et le grand public de façon à changer les perceptions à l'égard des travailleuses du sexe

Coordonnées :

Courriel : info@szexmunka.hu

Site Web : [Szexmunkások Érdekvédelmi Egyesülete](#)

Facebook : [Szexmunkások Érdekvédelmi Egyesülete](#)

Le Projet parapluie rouge (RedUP) est établi à New York.

- RedUP travaille à faire entendre les voix des personnes qui aboutissent dans l'industrie du sexe par force, par circonstances ou par choix, de manière à engager leur participation dans les médias, dans des plaidoyers et dans des ateliers de récits de vie.
- L'organisation est menée par et pour les gens de l'industrie du sexe. RedUP croit que « le récit de vie est la pierre d'assise de la construction de mouvement, qu'il renforce le pouvoir des personnes et que, par extension, il renforce nos communautés ».

Coordonnées :

Audacia Ray, Directrice Executive, audaciaray@redumbrellaproject.org

Sites Web : [Red Umbrella Project](#) et [The Red Umbrella Diaries](#) (documentaire, podcast et histoires écrites)

Facebook: [Red Umbrella Diaries](#)

Tumblr : [RedUPnyc](#)

Twitter : [@redupnyc](#) et [#redupdoc](#) sur le processus de production du documentaire mettant en vedette certaines travailleuses du sexe et leur histoire

Debolina Dutta, Inde

- Debolina Dutta, originaire de l'Inde, est avocate de droits humains, chercheuse et réalisatrice de documentaires. Actuellement doctorante à l'Université de Melbourne, sa recherche se centre sur les efforts d'organisation transnationaux des travailleuses-eurs du sexe ainsi que sur les politiques de financement contre la traite des personnes.
- Dutta a travaillé en étroite collaboration avec deux collectifs de travailleuses du sexe en Inde : [Durbar Mahila Samanyaya Committee \(DMSC\)](#) de Kolkata, Bengale-Occidental, et [Veshya Anyay Mukti Parishad \(VAMP\)](#) de Sangli, Maharashtra.

Coordonnées :

debolina26@gmail.com

Aids Myanmar Association National Network of Sex Work Projects (AMA, l'association réseau national des projets des travailleuses-eurs de sexe du Myanmar)

AMA est un groupe communautaire représentant plusieurs organisations qui œuvrent en faveur des droits des travailleuses du sexe. Ses principales activités sont :

- Mobiliser les travailleuses du sexe pour protéger leurs droits humains, favoriser une meilleure compréhension publique de leur travail et faire en sorte que les travailleuses du sexe obtiennent le statut de « travailleur »
- Renforcer la capacité des travailleuses du sexe à résoudre elles-mêmes leurs problèmes de nature sociale, politique, économique ainsi que relatifs à la santé
- Fournir des renseignements et orienter vers les ressources adéquates en matière de santé sexuelle et reproductive, de VIH et de MTS ; offrir un hébergement aux travailleuses du sexe séropositives des banlieues qui subissent un traitement antirétroviral ; appuyer les travailleuses du sexe détenues en leur offrant de la nourriture et en facilitant la communication avec leurs proches

Coordonnées :

Ei Ei Khaing, Coordinator, activeama@gmail.com